CANAM : Des stagiaires de l'École Militaire d'Administration en immersion au cœur du système d'assurance maladie

MALI
1935
L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 11 MAI 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Me Mountaga Tall : Quand l'État choisit le grotesque contre l'État de droit



« Le terrorisme n'a ni ethnie ni communauté » : Moussa Ag Acharatoumane appelle les Maliens à faire bloc autour des FAMa



Mali : Le Général Elysée Jean Dao prend la tête de l'État-Major général des Armées

Sommaire







UNE /

Me Mountaga Tall : Quand l'État choisit le grotesque contre l'État de droit — P 03

BRÈVES /

Mali : Le Général Elysée Jean Dao prend la tête de l'État-Major général des Armées — P 09

Guinée : Bah Oury mise sur les richesses minières pour transformer l'économie — P 09

Effondrements d'immeubles à Bamako : La DNUH annonce des mesures fortes après le drame de Sogoniko — P 10

CANAM : Des stagiaires de l'École Militaire d'Administration en immersion au cœur du système d'assurance maladie — P 11

ACTUALITÉ /

Éducation : Le projet MIQRA dote le Mali de milliers d'équipements scolaires et d'infrastructures modernes — P 13

Aéroport de Bamako-Sénou : ADM dément des rumeurs d'arrestations liées au terrorisme — P 15

POLITIQUE /

Affaire Me MOUNTAGA TALL : Le Mali traverse aujourd'hui une période décisive de son histoire politique et institutionnelle — P 17

« Le terrorisme n'a ni ethnie ni communauté » : Moussa Ag Acharatoumane appelle les Maliens à faire bloc autour des FAMa — P 19

L'alliance FLA-JNIM - Quand le séparatisme pactise avec le Djihadisme, une menace pour le Mali et le Sahel — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

POUR TOI GRAND FRÈRE — P 25

INTERNATIONAL /

Côte d'Ivoire : Le gouvernement dissout la Commission électorale indépendante — P 28

Le Sénégal en médiateur : Diomaye Faye tente de rapprocher la CEDEAO et l'AES — P 30

SPORT /

Sélection nationale du Mali : Fousseni Diawara officialise sa candidature — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur Hôtel Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Me Mountaga Tall : Quand l'État choisit le grotesque contre l'État de droit





Au Mali, il existe des accusations qui interrogent. Et puis il y a celles qui insultent l'intelligence collective. Présenter aujourd'hui Me Mountaga Tall comme l'auteur d'une prétendue tentative de déstabilisation relève moins de la démonstration judiciaire que d'une construction politique maladroite, dangereuse et profondément inquiétante pour l'avenir de l'État de droit.

Il faut avoir la mémoire extraordinairement courte — ou volontairement sélective — pour oublier qui est Me Mountaga Tall dans l'histoire politique contemporaine du Mali. Cet homme n'est pas un aventurier de circonstance. Il n'est pas un agitateur improvisé. Il est de ceux qui ont affronté la dictature quand beaucoup se taisaient encore par peur ou par opportunisme. Sous le régime de Moussa Traoré, Mountaga Tall était déjà dans les prétoires, dans les combats démocratiques, dans les mobilisations pour les libertés fondamentales. Pendant que certains apprenaient encore les mécanismes de la peur, lui défendait déjà le principe de légalité.

Comment un homme qui a consacré sa vie à défendre la démocratie pourrait-il soudain devenir un conspirateur d'opérette ? Comment celui qui a toujours porté le combat du droit contre l'arbitraire pourrait-il se transformer, du jour au lendemain, en chef de complot clandestin ?

La sortie du nommé Soyba Diarra manque gravement de crédibilité. Elle ressemble davantage à une tentative de justification politique qu'à une démonstration sérieuse fondée sur des faits établis. Dans une période aussi sensible pour le Mali, l'État devrait comprendre qu'on ne joue pas avec la réputation des hommes qui incarnent encore une certaine idée de la



justice et de la République.

L'incohérence de cette thèse saute d'ailleurs aux yeux. Me Mountaga Tall est l'avocat de plusieurs officiers parmi les plus influents, les plus respectés et les plus aimés de l'armée malienne. Il entretient depuis des décennies des relations profondes avec des personnalités de premier plan au sein des institutions du pays. Qui peut sérieusement croire qu'un homme disposant d'un tel réseau irait s'associer à des individus sans poids ni influence pour fomenter une prétendue déstabilisation ?

Le récit devient alors grotesque. Car s'il avait réellement voulu entreprendre une quelconque aventure insurrectionnelle — hypothèse absurde en soi — il lui aurait été infiniment plus facile de solliciter des soutiens autrement plus structurés auprès de personnalités disposant de relais, d'hommes et de capacités d'influence. Tout cela démontre justement l'invraisemblance totale des accusations avancées.

Mais au-delà du cas personnel de Me Mountaga Tall, cette affaire pose une question plus grave : que devient un État lorsqu'il commence à fabriquer des ennemis parmi ceux qui ont bâti ses libertés ? Que reste-t-il d'une République lorsque les défenseurs historiques des droits fondamentaux deviennent les cibles d'opérations politiques approximatives ?

Ce montage grotesque ne grandit pas l'État. Au contraire, il l'affaiblit. Il nourrit le doute. Il installe la peur. Il fragilise davantage la confiance déjà abîmée entre les citoyens et les institutions. Un pouvoir fort n'est pas celui qui intimide les voix libres ; c'est celui qui accepte la contradiction sans chercher à criminaliser systématiquement toute indépendance d'esprit.

Le Mali mérite mieux que des scénarios fabriqués à la hâte. Il mérite la vérité, la justice et le respect scrupuleux de la légalité. Car lorsqu'un État commence à voir des complots partout, il finit souvent par devenir lui-même le principal danger pour les libertés publiques.

Moctar Sow

HORIZON

PLATEFORME POLITIQUE HORIZON
MESSAGE DE RÉCONFORT AU PEUPLE FRÈRE DU MALI

À Son Excellence Monsieur le Général de Brigade ASSIMI GOÏTA
Président du Conseil National de la Transition
Chef de l'État de la République du Mali

Au peuple frère du Mali,

C'est avec une profonde consternation que nous avons appris, par voie des médias, la situation tragique et macabre dont vous êtes injustement victimes.

Nous, Honorables, Hauts Cadres, Cadres, Membres et Sympathisants de la Plateforme Politique HORIZON de la République Démocratique du Congo, nous joignons à vous afin de vous témoigner notre compassion et de vous apporter notre réconfort dans cette douloureuse épreuve.

Consciente de la gravité de la situation que traverse le peuple malien en ces heures sombres de son histoire, la Plateforme Politique HORIZON tient à vous exprimer sa solidarité indéfectible et sa profonde compassion.

La résilience dont vous avez fait preuve jusqu'à ce jour demeure, pour nous peuples frères d'Afrique, une véritable source d'inspiration.
Que votre unité dans la diversité demeure cette lumière qui éclaire votre force intérieure et renforce la solidarité qui vous unit.

Face à cette épreuve douloureuse infligée par les terroristes et leurs alliés, gardez espoir. Ce moment de détresse, aussi difficile soit-il, ne saurait obscurcir l'avenir du Mali, qui sera, sans nul doute, encore plus radieux et prometteur.

Les ténèbres ne règneront pas toujours.

En ces instants tragiques, nos pensées les plus sincères vous accompagnent. À l'unisson, nos cœurs et nos esprits sont à vos côtés, mobilisés comme un seul homme contre ce fléau qu'est le terrorisme.

Paix aux âmes disparues
Que vive le peuple frère du Mali
Vive l'unité africaine
Que la paix et la concorde règnent dans nos pays

Pour la Plateforme Politique HORIZON

Son Excellence NGOY TSHISUAKA Dady
Coordonnateur National et International

Av. Entente n°15 Q/Singa-Mopepe
C/Lingwala Ville de Kinshasa
+243 821 031 031
+243 910 557 439

- Fatima Walet Diallo

Le nommé Soïba Diarra a perdu la vu en prison,il est à la retraite,mais la junte n'a trouvé autre alibis que cet innocent

- AMARA Bathily Page

CE SONT LES ENFANTS DE CES VICTIMES QUI DISENT QUE TOUT VA BIEN SUR LES RÉSEAUX, EN SOUTIEN AUX AUTORITÉS.

Certains le disent par ignorance mais d'autres le disent par intérêt mais c'est quand leurs familles ou proches sont touchées qu'ils se plaignent.



- Radio Foot International-RFI

CAN U17 Maroc 2026

l'arrivée de nos Léopards U17 à Casablanca (Maroc).

Ils vont démarrer leur deuxième étape de préparation ce soir avant de rallier Rabat où se déroulera la compétition du 13 mai au 02 juin 2026.

Fecofa



- Ouverture Média - OM

Plusieurs dizaines de civils tués par des groupes armés sévissant dans le centre.

Que leur âme repose en paix !

KORI KORI

- Fatima Walet Diallo

Quelqu'un qui se reconnaît coupable de la mort du ministre de l défense du Mali,son visage peut apparaître comme ça en vrai ?

Quelqu'un qui risque la peine capitale,est souriant dans une vidéo d'aveux

Vraiment les puchistes n'ont plus de considération pour l'intelligence des Maliens.



- Choguel Kokalla Maiga

Message de Félicitations et de soutien aux FAMa, suite à la nomination du Général Élisée Jean Dao au poste de CEMGA.

C'est avec une assurance renouvelée, que l'ancien Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a appris la nomination du Général Élysée Jean Dao au prestigieux poste de Chef d'état-major général des armées (CEMGA).

Selon lui, cette nomination remplit le cœur des Maliens et de leur armée, de confiance et d'assurance quant à la poursuite et la continuité de la refondation de notre outil de défense et de la montée en puissance des FAMa, entamée, il y'a cinq (05) ans, sous la conduite du regretté général d'armée Sadio CAMARA.

« Cette assurance se fonde sur la confiance placée en vous par la hiérarchie et vos qualités intrinsèques de soldat au service de la patrie », a-t-il dit.

Bonne chance mon Général !

Bamako, le 09 mai 2026

Équipe Com/ PM Choguel



- Scoop Afrique

#SÉCURITÉ : Le président Bassirou Diomaye Faye a plaidé pour un renforcement de la coopération sécuritaire avec le Mali, notamment à travers des patrouilles conjointes et un partage accru de renseignements. Une prise de position qui intervient dans un contexte de tensions persistantes au Sahel. + d'infos sur scoop-afrique.com




ème
Journée
Carrière et Formations
Continues du COJEP
16 Mai 2026
Hôtel de l'amitié
COLLECTIF DES JEUNES PHARMACIENS DU MALI
CO.JE.P
C/Media & Com COJEP
Édition
Thème:
Le Pharmacien face aux défis du terrain:
engagament, responsabilité et orientation
Infoline:
00 223 75 42 11 00
Parrain: Dr Malick Bane

Mali : Le Général Elysée Jean Dao prend la tête de l'État-Major général des Armées



Les Forces Armées Maliennes (FAMa) ont officiellement un nouveau Chef d'État-Major général des Armées. La cérémonie de passation de commandement entre le Général de Division Oumar Diarra et le Général de Division Elysée Jean Dao s'est tenue ce jeudi 8 mai 2026 dans une atmosphère solennelle.

La cérémonie a été présidée par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine, en présence de plusieurs autorités militaires, sécuritaires et administratives.

Cette passation de commandement intervient après la nomination officielle du Général Elysée Jean Dao par décret présidentiel au poste stratégique de Chef d'État-Major général des Armées. Il succède ainsi au Général Oumar Diarra, qui aura dirigé les FAMa dans un contexte marqué par d'importants défis sécuritaires.

Au cours de la cérémonie, un hommage appuyé a été rendu au Général Oumar Diarra pour les services rendus à la Nation et son engagement dans la conduite des opérations militaires. Son rôle dans le renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées Maliennes a été salué par plusieurs responsables présents.

Le Général Elysée Jean Dao prend désormais les commandes de l'armée malienne à un moment crucial pour le pays. Face à la persistance de la menace terroriste et aux enjeux de sécurisation du territoire national, les attentes restent élevées autour du nouveau Chef d'État-Major général des Armées.

Cette transition à la tête des FAMa traduit la volonté des autorités maliennes de poursuivre la dynamique de réorganisation et de montée en puissance des forces de défense et de sécurité, engagées sur plusieurs fronts pour assurer la stabilité et la souveraineté du Mali.

Mohamed N'Diaye

Guinée : Bah Oury mise sur les richesses minières pour transformer l'économie



Le Premier ministre guinéen, Bah Oury, a réaffirmé sa vision économique pour l'avenir de la Guinée en mettant l'accent sur la valorisation des ressources minières comme moteur de transformation structurelle du pays.

Dans une déclaration publiée sur son compte officiel X, anciennement Twitter, le Chef du Gouvernement a souligné que les importantes richesses minières dont dispose la Guinée doivent désormais servir de base à une diversification économique durable et ambitieuse. Selon lui, le pays ne doit plus se limiter à l'exportation des matières premières, mais utiliser ce potentiel pour développer d'autres secteurs stratégiques capables de soutenir la croissance et la création d'emplois.

« La Guinée est aujourd'hui un vaste chantier », a affirmé Bah Oury, insistant sur la volonté des

autorités de faire du pays une destination attractive pour les investisseurs et les partenariats solides. Cette dynamique, selon lui, vise à accélérer la modernisation des infrastructures et à renforcer les capacités économiques nationales.

Le Premier ministre a également révélé que le gouvernement travaille activement avec plusieurs partenaires financiers internationaux afin de soutenir cette stratégie de développement. Parmi eux figurent notamment la BADEA, le Fonds de l'OPEP ainsi que Shelter Afrique.

Ces appuis financiers devraient permettre d'accélérer plusieurs projets structurants dans les domaines des infrastructures, du logement, de l'industrialisation et des services. Les autorités guinéennes espèrent ainsi créer un environnement favorable à une croissance plus inclusive et durable.

À travers cette vision, le gouvernement guinéen affiche sa volonté de transformer les ressources naturelles du pays en véritable levier de développement économique et social, dans un contexte où plusieurs pays africains cherchent à mieux valoriser leurs richesses minières au profit de leurs populations.

Arouna Sidibé

Effondrements d'immeubles à Bamako : La DNUH annonce des mesures fortes après le drame de Sogoniko

Face à la recrudescence des effondrements de bâtiments en construction à Bamako, la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH) hausse le ton. Lors d'une conférence de presse animée le mercredi 6 mai 2026, le Directeur national de l'urbanisme, Mahamadou Ouologuem, a dressé un constat alarmant sur le non-respect des normes de construction dans la capitale malienne.

Cette sortie médiatique intervient après le drame survenu le 22 mars 2026 à Sogoniko, en Commune



VI du District de Bamako, où l'effondrement d'un immeuble en chantier avait coûté la vie à cinq personnes et fait une vingtaine de blessés. Pour le conférencier, cette tragédie rappelle avec gravité que la sécurité des constructions doit être considérée comme une exigence absolue.

Selon Mahamadou Ouologuem, plusieurs facteurs expliquent ces effondrements récurrents, notamment le non-respect des normes techniques par certains propriétaires et promoteurs immobiliers. Afin d'évaluer l'ampleur réelle du phénomène, trois équipes ont été déployées dans les six communes du District de Bamako pour recenser les cas de bâtiments à risques et constater les infractions.

Les procès-verbaux établis seront transmis aux juridictions compétentes afin que des sanctions soient prises contre les contrevenants. Mais au-delà des sanctions, les autorités veulent désormais privilégier la prévention.

Le Directeur national de l'urbanisme a annoncé plusieurs mesures fortes, parmi lesquelles le renforcement immédiat des contrôles sur les chantiers, une opération nationale d'identification des bâtiments dangereux ainsi qu'une réforme du système de délivrance des permis de construire afin d'assurer davantage de rigueur et de traçabilité.

Parallèlement, une commission d'enquête indépendante poursuit ses investigations pour déterminer les causes exactes du drame de Sogoniko. Les autorités assurent qu'aucune piste n'est exclue, qu'il s'agisse de défaillances techniques, de manquements dans le contrôle ou du non-respect des normes de construction.

Fatou Sissoko

CANAM : Des stagiaires de l'École Militaire d'Administration en immersion au cœur du système d'assurance maladie



La CANAM a accueilli, ce vendredi 8 mai 2026, les stagiaires de l'École Militaire d'Administration dans le cadre d'une visite d'étude et d'immersion professionnelle destinée à renforcer leurs connaissances pratiques sur le fonctionnement des services publics de protection sociale au Mali.

Les stagiaires ont été reçus dans la salle de réunion de la CANAM par le Directeur Général de l'institution, le Général de Brigade Boubacar Dembélé. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de formation visant à rapprocher les enseignements théoriques dispensés en salle des réalités du terrain administratif et institutionnel.

Au cours de cette visite, les futurs cadres militaires ont pu découvrir les missions de la CANAM ainsi que les mécanismes de gestion de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) au Mali. Une présentation détaillée a été faite par Seriba Traoré sur les différentes prestations offertes aux assurés, les taux de prise en charge, le nombre de structures sanitaires conventionnées, le nombre d'assurés immatriculés ainsi que le fonctionnement du Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU).

Les échanges ont également permis aux stagiaires de poser plusieurs questions relatives au fonctionnement du système de couverture sanitaire. Les préoccupations soulevées portaient notamment sur les relations entre la CANAM et les Organismes de Gestion Déléguée (OGD), l'affluence dans les espaces AMO, la fermeture des droits des assurés, la liste des médicaments couverts ainsi que les cas de fraude enregistrés dans le système.

À travers cette initiative, la CANAM entend contribuer au renforcement des capacités des futurs administrateurs militaires tout en favorisant une meilleure compréhension des politiques publiques de santé et des enjeux liés à la protection sociale au Mali.

Fatou Sissoko

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

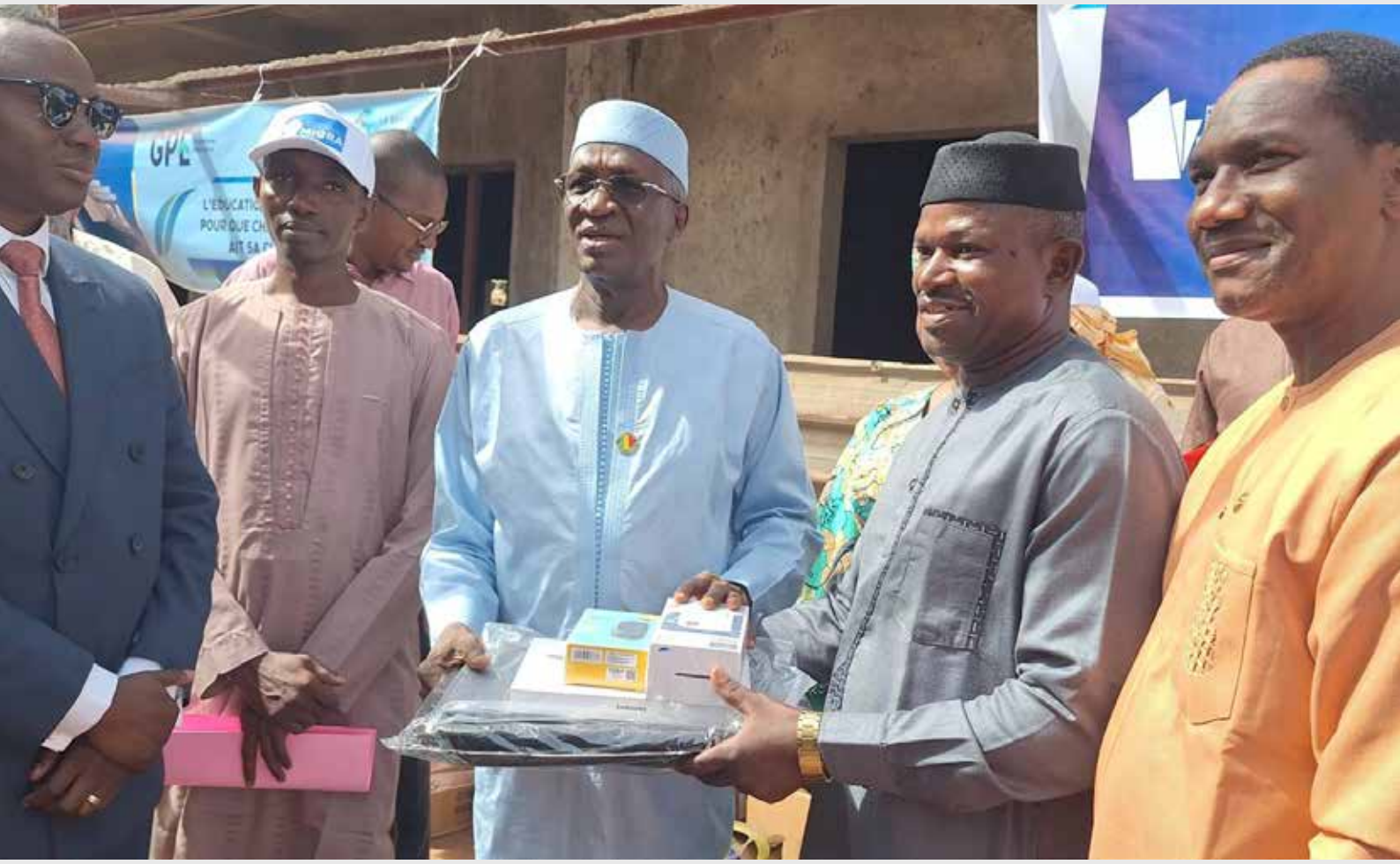
Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Éducation : Le projet MIQRA dote le Mali de milliers d'équipements scolaires et d'infrastructures modernes



Le gouvernement malien poursuit ses efforts pour améliorer les conditions d'apprentissage dans les établissements scolaires du pays. Le ministre de l'Éducation nationale a présidé, le jeudi 7 mai 2026, la cérémonie officielle de remise d'équipements du projet MIQRA, en présence de la coordinatrice du projet ainsi que d'un représentant de la Banque mondiale.

Cette importante dotation vise à renforcer les capacités du système éducatif malien à travers l'amélioration des infrastructures, des équipements pédagogiques et des outils technologiques destinés aux établissements scolaires et aux structures administratives du secteur.

Parmi les équipements remis figurent notamment 50 000 tables-bancs destinés aux établissements scolaires pour une valeur estimée à près de 3 milliards de FCFA. À cela s'ajoutent des matériels de laboratoire destinés à 12 lycées du pays, représentant un investissement d'environ 1,2 milliard de FCFA. Ces équipements permettront d'améliorer l'enseignement des sciences et les travaux pratiques dans les établissements bénéficiaires.

Le projet a également permis l'installation de kits solaires au niveau du Centre national des examens et concours de l'éducation (CNE-



CE), de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN), de la Cellule de planification et de statistique (CPS) ainsi que de la Direction nationale de l'enseignement technique et professionnel (DNETP). Des logiciels d'évaluation des apprentissages ont aussi été fournis afin de moderniser les mécanismes de suivi des performances scolaires.

Au-delà des équipements remis, le projet MIQRA prévoit plusieurs réalisations majeures dans le domaine des infrastructures éducatives. Il s'agit notamment de la construction de 10 lycées classiques et de 2 lycées d'excellence, de la réhabilitation de 13 lycées existants, de l'installation de 80 forages ainsi que de la construction et de la réhabilitation des Instituts de formation des maîtres (IFM).

Prenant la parole à cette occasion, le ministre de l'Éducation nationale a salué les résultats déjà obtenus grâce au projet MIQRA. Il a également exprimé sa reconnaissance envers la Banque mondiale pour son accompagnement constant dans les efforts de modernisation du système éducatif malien.

De son côté, le représentant de la Banque mondiale a réaffirmé l'engagement de l'institution à soutenir le Mali dans le développement du secteur de l'éducation, considéré comme un levier essentiel pour le développement économique et social du pays.

La cérémonie s'est achevée par une visite des installations solaires mises en place dans le cadre du projet, illustrant la volonté des autorités de promouvoir des solutions modernes et durables au service de l'école malienne.

Karamoko B Keita.

Aéroport de Bamako-Sénou : ADM dément des rumeurs d'arrestations liées au terrorisme



La société Aéroports du Mali (ADM) a formellement démenti les informations circulant sur les réseaux sociaux faisant état de l'arrestation d'individus soupçonnés d'activités terroristes à l'Aéroport International Président Modibo Keïta-Sénou.

Dans un communiqué rendu public, la Direction générale d'ADM a tenu à rassurer les usagers, les voyageurs ainsi que l'ensemble des partenaires du secteur aérien sur le dispositif sécuritaire actuellement en place au niveau des plateformes aéroportuaires du pays. La société affirme qu'aucun incident de cette nature n'a été enregistré à l'aéroport de Bamako-Sénou contrairement aux rumeurs relayées sur certaines plateformes numériques.

ADM précise que toutes les mesures de sécurité nécessaires sont prises en permanence par les Forces de défense et de sécurité (FDS), avec l'appui des plus hautes autorités du pays et sous la supervision des autorités aéroportuaires compétentes. Ces dispositifs visent à garantir la sûreté des passagers, du personnel aéroportuaire ainsi que des infrastructures stratégiques du transport aérien national.

Cette mise au point intervient dans un contexte sécuritaire sensible marqué par une vigilance accrue autour des infrastructures publiques et des lieux stratégiques, notamment après les récentes attaques terroristes ayant touché plusieurs localités du pays. Les autorités maliennes ont renforcé les contrôles de sécurité dans plusieurs secteurs, y compris les transports aériens, afin de prévenir toute menace éventuelle.

Dans son communiqué, ADM a également invité les usagers des aéroports à faire preuve de coopération lors des différents contrôles



sécuritaires mis en place. La société souligne que ces mesures, parfois contraignantes pour les voyageurs, sont indispensables pour assurer la sécurité de tous et garantir le bon fonctionnement des activités aéroportuaires.

Par ailleurs, la Direction générale d'ADM a appelé le public à la prudence face à la propagation de fausses informations sur les réseaux sociaux. Elle exhorte les citoyens, les voyageurs et les partenaires à se référer exclusivement aux canaux officiels de communication pour toute information relative aux activités des aéroports maliens.

Cette sortie de la société Aéroports du Mali vise ainsi à calmer les inquiétudes suscitées par ces rumeurs et à préserver la confiance des usagers dans le système de transport aérien national. Elle rappelle également l'importance de la responsabilité dans le partage des informations, particulièrement dans un contexte où les fausses nouvelles peuvent rapidement alimenter la psychose et perturber les activités économiques et sociales.

ADM réaffirme enfin son engagement à travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes afin d'assurer la sécurité et la continuité des services sur l'ensemble des plateformes aéroportuaires du Mali.

Karamoko B Keita

Affaire Me MOUNTAGA TALL : Le Mali traverse aujourd'hui une période décisive de son histoire politique et institutionnelle



Dans ce contexte particulièrement tendu, l'affaire concernant Me Mountaga TALL soulève de profondes interrogations sur l'état des libertés publiques, de la justice et du respect des droits fondamentaux dans notre pays.

Pour rappel, Me Mountaga TALL est bien plus qu'un homme politique. Ancien député élu à plusieurs reprises, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, ancien ministre, président du CNID-FYT et avocat engagé, il demeure l'une des figures historiques de la lutte démocratique au Mali. Son parcours est intimement lié au combat contre le régime autoritaire de Moussa Traoré et à l'avènement de la démocratie pluraliste dans notre pays.

Ces derniers mois, Me Mountaga TALL s'est retrouvé au cœur de plusieurs dossiers sensibles : défense de personnalités politiques et militaires poursuivies ou radiées, actions judiciaires contre certains conseillers du CNT pour incitation à la violence, recours contre le décret d'abrogation de la charte des partis politiques devant les juridictions compétentes de Bamako. Des procédures qui suivent normalement leur cours devant les instances judiciaires.

Dans une récente intervention sur Africable Télévision, il a également déconstruit plusieurs récits de complotisme visant les acteurs des mouvements démocratiques et les défenseurs du retour à l'ordre constitutionnel. Depuis lors, il apparaît sur plusieurs fronts comme une voix critique, mais aussi comme un défenseur assumé des droits et libertés des citoyens maliens.



C'est pourquoi les informations faisant état de son enlèvement et de sa séquestration présumée par des hommes cagoulés, sans mandat judiciaire officiellement présenté, provoquent une vive émotion et une profonde inquiétude nationale. Le Barreau malien ainsi que certaines organisations internationales de défense des droits humains ont appelé à faire toute la lumière sur cette affaire et à garantir le respect strict des procédures judiciaires. Si ces faits venaient à être confirmés, ils constitueraient un précédent extrêmement grave pour l'État de droit au Mali.

Car au-delà de la personne de Me Mountaga TALL, c'est une question fondamentale qui se pose aujourd'hui à toute la nation :

un citoyen, un avocat, un ancien responsable politique peut-il être privé de liberté en dehors des procédures légales prévues par la justice ?

Le danger est immense. La banalisation des arrestations extrajudiciaires, des intimidations politiques et des discours de haine risque de fracturer davantage la nation malienne à un moment où l'unité nationale devrait être notre priorité absolue.

Oui, des frustrations existent contre la classe politique. Oui, de nombreux Maliens reprochent aux anciens dirigeants leurs responsabilités dans les crises successives du pays. Mais devons-nous pour autant accepter que la justice soit remplacée par la peur, les enlèvements ou les règlements de comptes politiques ?

Il ne faut pas oublier une vérité essentielle : les autorités actuelles de la transition elles-mêmes ont affirmé être venues "parachever la lutte du M5-RFP", mouvement porté à la fois par des acteurs politiques, des leaders religieux, des organisations citoyennes et des figures démocratiques, parmi lesquelles Me Mountaga TALL.

Le Mali ne peut pas combattre l'extrémisme, préserver sa souveraineté et défendre son intégrité territoriale tout en fragilisant ses propres bases démocratiques et judiciaires. L'histoire enseigne qu'aucune nation ne se construit durablement sur la peur, la vengeance ou la suppression des voix critiques.

À l'heure où notre pays fait face aux menaces terroristes, aux défis sécuritaires et aux risques de fragmentation, notamment face aux groupes extrémistes et séparatistes, nous devons éviter de tomber dans le piège de la division interne et de la haine politique.

La justice doit rester la justice.

La loi doit rester la loi.

Les libertés fondamentales doivent être garanties pour tous, y compris pour ceux qui critiquent le pouvoir.

Le Mali a besoin aujourd'hui d'apaisement, de dialogue, de justice indépendante et d'un véritable sursaut national pour préserver l'essentiel : l'unité du pays, la dignité des citoyens et l'avenir de notre démocratie.

Source page Facebook Modibo Diakité

« Le terrorisme n'a ni ethnie ni communauté » : Moussa Ag Acharatoumane appelle les Maliens à faire bloc autour des FAMa



Invité du journal télévisé de la chaîne nationale, Moussa Ag Acharatoumane s'est longuement exprimé sur la situation sécuritaire du Mali, les attaques terroristes du 25 avril 2026 ainsi que sur les relations entre les groupes armés opérant dans le Sahel.

Au cours de son intervention, le membre de la Commission défense du Conseil national de transition a évoqué des attaques coordonnées menées simultanément contre plusieurs positions des Forces de défense et de sécurité ainsi que contre des populations civiles dans différentes régions du pays. Selon lui, ces offensives visaient clairement à déstabiliser l'État malien et à semer la peur au sein des populations.

Malgré ce contexte difficile, Moussa Ag Acharatoumane estime que la situation sécuritaire connaît progressivement une amélioration sur plusieurs fronts. Il a notamment salué le renforcement de la présence des Forces Armées Maliennes à Aguelhoc et Anefis, deux localités stratégiques dans la région nord du pays en direction de Kidal. Il a également rendu hommage à la résistance des populations et des forces de sécurité à Ménaka face aux attaques attribuées à l'État islamique au Grand Sahara.

Le membre du CNT a par ailleurs dénoncé ce qu'il considère comme un vaste plan de déstabilisation impliquant, selon lui, des complicités internes, y compris certains anciens ou actuels membres des forces de sécurité. Sans donner davantage de précisions, il a évoqué l'existence d'actions coordonnées visant à fragiliser les institutions maliennes.



Interrogé sur les liens présumés entre le FLA et le JNIM, Moussa Ag Acharatoumane a estimé que plusieurs groupes armés actifs dans la région sahélienne partagent des origines et des trajectoires liées à la mouvance terroriste affiliée à Al-Qaïda. Il a lancé un appel aux jeunes afin qu'ils évitent toute collaboration avec ces organisations qu'il accuse de n'avoir « aucun projet d'avenir » pour les populations.

Le responsable politique a également critiqué l'attitude de certains médias occidentaux, qu'il accuse de participer à une « cabale médiatique » contre le Mali et de chercher à démoraliser aussi bien les populations que les forces armées engagées sur le terrain.

Face aux tensions et aux risques de division, Moussa Ag Acharatoumane a insisté sur la nécessité de préserver l'unité nationale. « Le terrorisme n'a pas d'ethnie, pas de couleur, pas de communauté », a-t-il déclaré, appelant les Maliens à rejeter les amalgames et les discours de stigmatisation.

Enfin, il a invité les leaders religieux, les autorités traditionnelles, les communautés et l'ensemble des citoyens à soutenir les forces de défense et de sécurité afin de préserver la paix, la stabilité et la souveraineté du Mali.

Karamoko B Keita

L'alliance FLA-JNIM - Quand le séparatisme pactise avec le Djihadisme, une menace pour le Mali et le Sahel

IESS | INSTITUT D'ETUDES STRATÉGIQUES POUR LE SAHEL

Il existe des alliances qui révèlent la vérité profonde des conflits. Le rapprochement entre le Front de Libération de l'Azawad (FLA) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) appartient à cette catégorie. Derrière les discours politiques, derrière les revendications identitaires affichées, une réalité brutale apparaît désormais au grand jour : lorsque le séparatisme choisit de marcher aux côtés du Djihadisme, il cesse d'être un projet politique crédible pour devenir un facteur de déstabilisation régionale.

Cette alliance de circonstance est un aveu de faiblesse autant qu'un calcul cynique. À première vue, tout oppose pourtant ces deux acteurs. Le FLA prétend défendre une cause territoriale et communautaire qui serait ancrée dans l'histoire du nord du Mali. Le JNIM, lui, porte un projet idéologique transnational fondé sur la violence religieuse, le rejet des États et l'expansion djihadiste dans tout le Sahel.

Mais dans la guerre, certaines lignes rouges disparaissent lorsque les intérêts convergent. Face aux autorités maliennes, les divergences doctrinales s'effacent au profit d'objectifs tactiques immédiats : conquérir des espaces, affaiblir l'État, contrôler les routes stratégiques, imposer un rapport de force militaire et politique.

C'est précisément là que réside le danger.

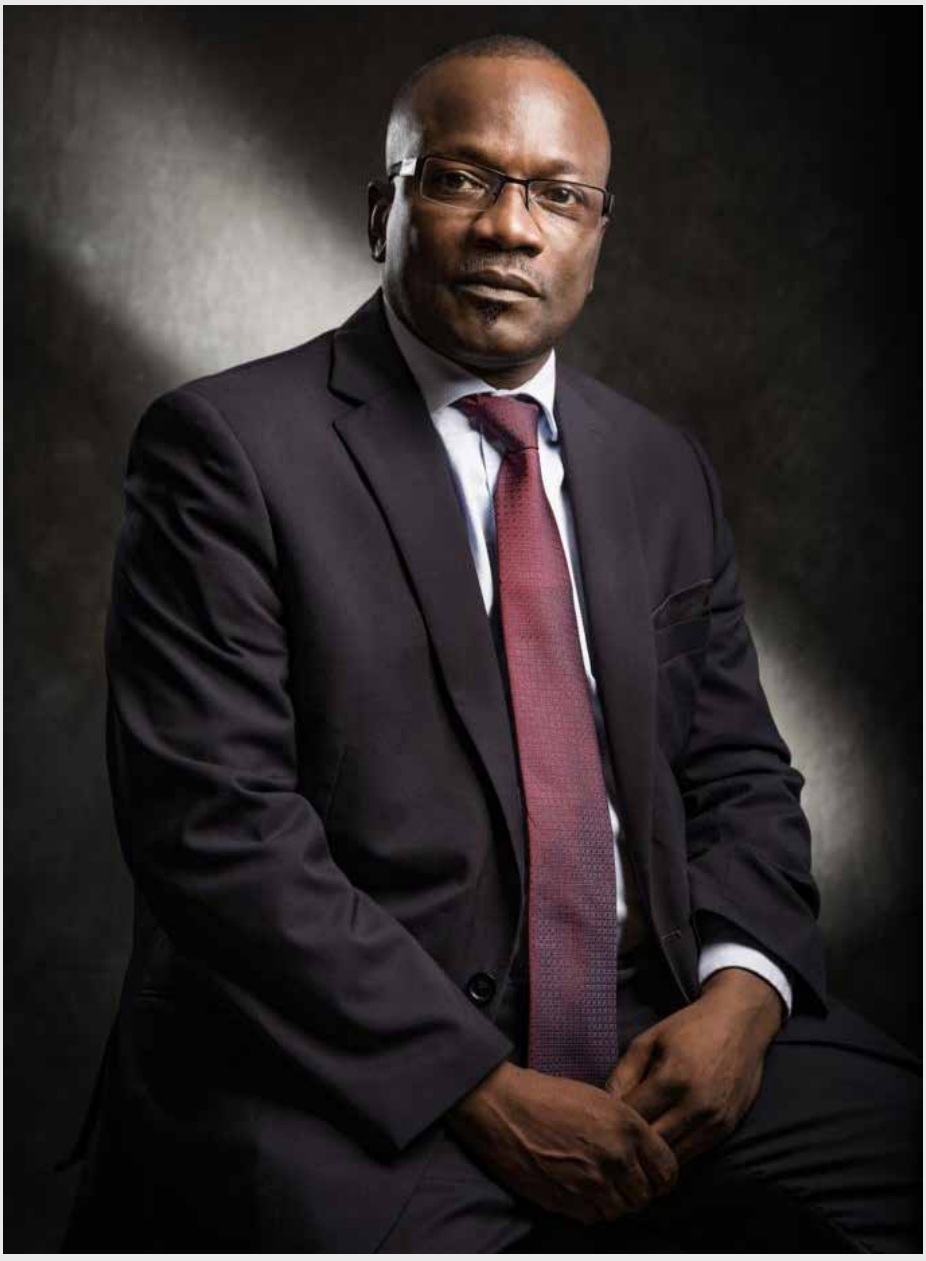
Car en s'associant, même indirectement, avec une organisation djihadiste, le FLA brouille définitivement la frontière entre revendication politique et terrorisme armé. Cette confusion est lourde de conséquences. Elle discrédite toute prétention à une reconnaissance internationale et expose les populations locales à une radicalisation accrue du conflit. L'histoire récente du Sahel l'a démontré : les groupes jihadistes n'entrent jamais durablement dans une logique de partenariat équilibré. Ils absorbent, dominent puis éliminent progressivement leurs alliés circonstanciels.

Le Mali fait aujourd'hui face à une menace hybride où s'entremêlent séparatisme armé, djihadisme, trafics transfrontaliers et instrumentalisation géopolitique. Cette recom-



position du conflit est dangereuse parce qu'elle transforme une crise politique en guerre d'usure permanente contre l'État et contre les populations civiles.

Mais cette situation pose également une question fondamentale aux autorités de la transition malienne : comment gagner cette bataille sans enfermer le pays dans un cycle infini de violence ?



La réponse ne peut être uniquement militaire.

Oui, l'État doit maintenir une pression sécuritaire forte contre les groupes armés qui menacent l'intégrité territoriale du Mali. Aucun État souverain ne peut tolérer qu'une coalition armée impose sa loi sur une partie de son territoire. Mais croire qu'une victoire militaire suffira serait une erreur stratégique majeure.

Pour gagner durablement cette bataille, Bamako doit reconstruire ce que des années de crise ont détruit : la confiance entre l'État et les populations.

La première piste de solution est politique. Le gouvernement doit isoler les acteurs irrécupérables tout en rouvrant des canaux de dialogue avec les communautés locales qui ne se reconnaissent ni dans le djihadisme ni dans la guerre permanente. Beaucoup de populations du Nord et du Centre vivent aujourd'hui dans un sentiment d'abandon, d'insécurité et de marginalisation. Tant que ces frustrations persisteront, les groupes armés continueront de trouver des relais.

La deuxième piste est diplomatique. La diplomatie n'est pas un concours de slogans. Elle n'est ni un exercice d'orgueil national, ni une machine à produire des ennemis. La diplomatie est l'art de parler avec tout le monde, surtout avec ceux avec qui les désaccords existent. Elle consiste à défendre les intérêts de son pays sans brûler les ponts indispensables à sa survie.

Or aujourd'hui, le constat est alarmant : le Mali est en tension avec plusieurs de ses voisins, en froid avec des partenaires historiques, marginalisé dans certains espaces de coopération et fragilisé sur la scène internationale. Cette situa-

tion n'est pas le fruit du hasard. Elle découle d'une orientation diplomatique assumée, portée par un discours souverainiste radical qui privilégie la posture politique au détriment des résultats concrets.

La souveraineté ne signifie pas l'isolement.

Un État souverain n'est pas un État qui se dispute avec tout le monde. Un État souverain est un État capable de dialoguer avec tous, de défendre ses intérêts avec intelligence et de construire des partenariats utiles à son peuple. La grandeur diplomatique ne se mesure pas au nombre d'ambassadeurs expulsés ni à la violence des déclarations publiques. Elle se mesure à la capacité d'obtenir des soutiens, de prévenir les crises et d'assurer la stabilité nationale.

La troisième urgence est territoriale. L'État malien doit revenir concrètement dans les zones fragiles : écoles, centres de santé, administration, justice, accès à l'eau, infrastructures. Là où l'État est absent, les groupes armés deviennent souvent les seuls fournisseurs d'ordre et de protection. Une présence militaire sans présence sociale ne produit qu'une stabilité précaire.

Quatrième impératif : renforcer le renseignement et la coopération régionale. Le JNIM prospère grâce à la mobilité transfrontalière, aux trafics et aux zones grises sécuritaires. Aucun pays sahélien ne pourra affronter seul cette menace. Le combat doit être coordonné à l'échelle régionale avec des mécanismes efficaces de partage d'informations et de contrôle des frontières.

La cinquième piste de solution est patriotique. Le patriotisme ne consiste pas à insulter ses partenaires ou à multiplier les crises diplomatiques. Le vrai patriotisme consiste à obtenir des résultats pour son peuple : plus de sécurité, plus d'investissements, plus d'emplois, plus de stabilité et plus d'influence pour son pays. Le patriotisme commence par l'unité : aucune région, aucune ethnie, aucune religion ne doit diviser le peuple malien face au terrorisme. Le Mali est plus fort lorsque ses fils et ses filles avancent ensemble. Défendre la patrie ne signifie pas seulement porter les armes. C'est aussi respecter les lois, protéger les biens publics, dénoncer la violence et refuser les discours de haine qui nourrissent le djihadisme. La jeunesse malienne doit choisir le savoir, le travail et la solidarité plutôt que la manipulation des groupes extrémistes. Un citoyen instruit et engagé devient un rempart contre l'insécurité. Le vrai patriotisme consiste à soutenir les forces de défense tout en promouvant la paix, le dialogue et la justice entre les communautés. Le terrorisme cherche à semer la peur ; le patriotisme, lui, cultive l'espoir, le courage et l'amour de la nation. Chaque Malien peut contribuer à la stabilité du pays par des actes simples : entraide, vigilance citoyenne, respect des différences et engagement pour l'avenir commun. Un pays uni autour de ses valeurs, de sa culture et de sa dignité ne peut être vaincu durablement par la violence extrémiste.

Enfin, les autorités maliennes doivent gagner la bataille du récit. Le djihadisme prospère aussi sur la propagande, la désinformation et l'exploitation des frustrations identitaires. L'État doit opposer à cette logique un projet national crédible, inclusif et porteur d'espoir. La réponse à l'extrémisme ne peut pas être uniquement la force ; elle doit aussi être politique, sociale et symbolique.

Le Mali joue aujourd'hui bien plus qu'une bataille sécuritaire. Il joue l'avenir même de son unité nationale et la stabilité du Sahel. L'alliance entre le FLA et le JNIM est peut-être tactique, mais ses conséquences peuvent être historiques.

Face à cette menace, le temps des ambiguïtés doit prendre fin. Car lorsqu'un mouvement politique choisit de s'adosser au djihadisme, il cesse d'être une alternative; il devient un danger pour toute une région.

Dr. Oumar KEÏTA

Directeur Exécutif de l'IESS

Ancien ambassadeur

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

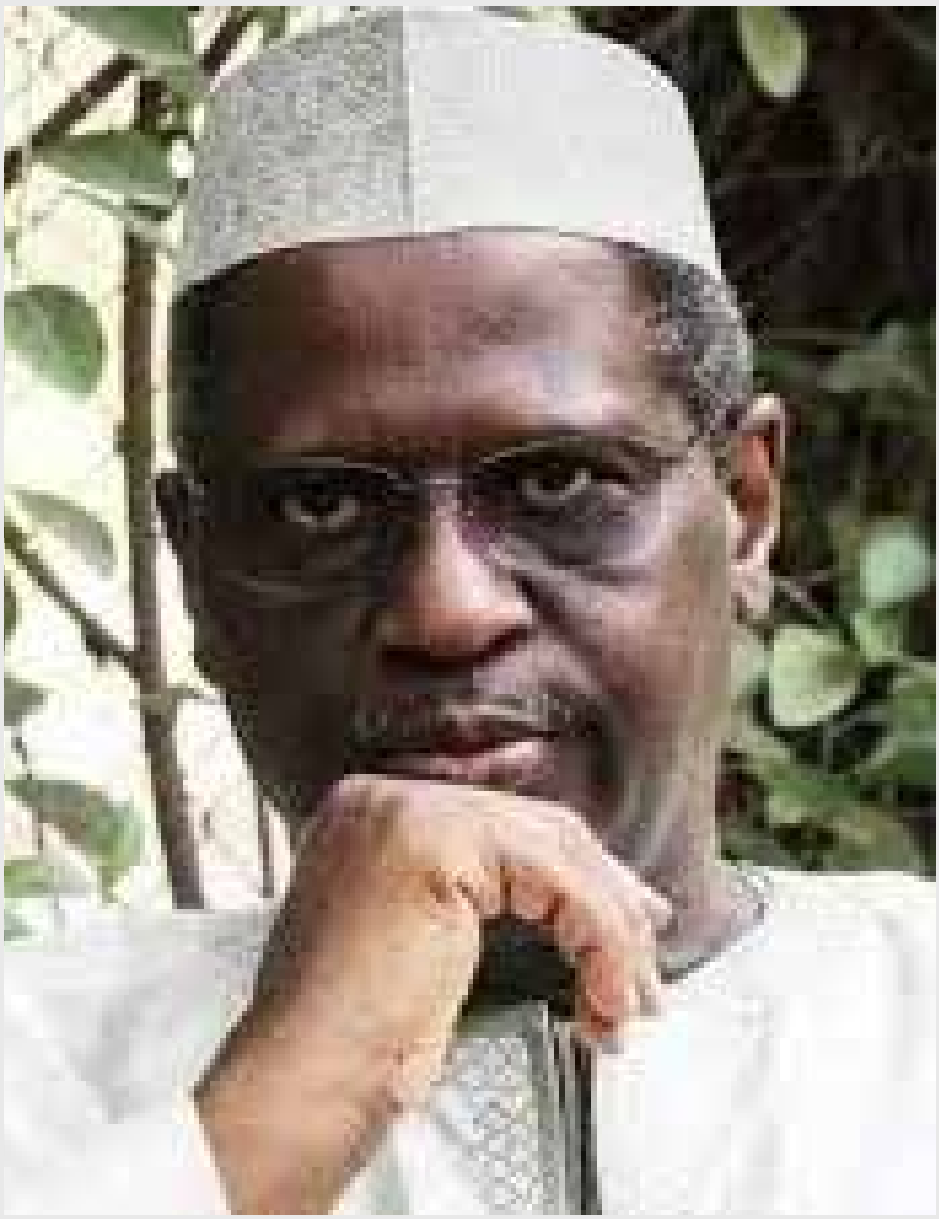
Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

POUR TOI GRAND FRÈRE



Ô grand frère, où donc t'ont-ils conduit ce soir ?

Dans quel silence obscur enferment-ils l'espoir ?

Toi qui portais le droit comme on porte une flamme,

Toi qui donnais aux faibles un refuge, une âme.

Tu fus l'avocat des causes abandonnées,

Le rempart des vaincus, des voix bâillonnées,

Celui qui défendait, debout contre les rois,

Le peuple et sa dignité, la justice et la loi.

Je revois ton sourire et tes mots familiers :

« De toi à moi… » murmurés comme un secret lié.

Et Dieu sait des secrets que j'ai gardés pour toi,

Comme un frère protège un morceau de sa foi.

Mais pardonne aujourd'hui cette unique trahison,

Car ton absence étouffe jusqu'à notre raison.

Je révèle au grand jour cette parole sincère

Qui montre l'homme juste caché sous le tribun fier.

Un soir, assis chez toi, nous parlions de la vie,

Du Mali, des combats, de justice infinie.

Tu disais que l'État, même dans sa puissance,

Doit d'abord respecter la loi et sa substance.

Puis soudain tu m'as dit, presque à voix basse encore :

« De toi à moi, Sadio m'a surpris, et j'en suis fort. »

Tu racontais alors cette vieille rencontre,

Ce père suppliant qu'un fils ait sa montre,

Non… qu'un fils ait sa chance au service du pays,

Une place dans l'armée, un avenir construit.

Tu avais transmis cela au ministre Camara,

Et le temps avait fui comme fuit le Sahara.

Mais des mois plus tard, l'homme rappela lui-même :

« Le jeune dont tu parlais… son nom, c'est bien… ? » quel thème

De fidélité rare dans un monde d'oubli.

Même toi, grand frère, ce nom t'avait fui.

Alors tu cherchas encore, tu revins vers lui.

Et le jeune aujourd'hui porte l'uniforme, oui.

Le général est tombé sous les balles cruelles,

Et toi, l'on t'a arraché à tes enfants, à celles

Qui t'appellent grand-père avec des yeux d'étoiles,

Ces petites princesses qui faisaient tomber le voile

Entre ton cœur de lutteur et celui d'un ancien

Qui riait avec elles comme un simple humain.

Bintou pleure en silence et la maison tremble encore,

notre grand frère Beïdy cherche ta voix derrière chaque aurore.

Et nous tous, tes cadets, tes amis, tes voisins,

Nous refusons la nuit qu'ils ont mise sur ton chemin.

Mais grand frère, je sais ta force intérieure.

Même enfermé quelque part, tu garderas l'honneur.

Car ils peuvent retenir ton corps entre leurs murs,

Mais jamais emprisonner tes convictions si pures.

Les militaires radiés espèrent ton retour,

Les partis dissous attendent toujours

Que tu portes leurs dossiers devant la haute Cour,

Toi qui faisais du droit une arme sans détour.

Me Clédor dit qu'il ne dormira plus

Tant que tes droits sacrés ne seront reconnus.

Amnesty International élève déjà la voix,

Le Barreau du Mali réclame justice et droit.

Et la presse malienne, que souvent tu défendais,

Se souvient aujourd'hui de ce que tu faisais.

Même Ty chérie a parlé avec émotion

De ton amour du Mali, de ton immense passion.

Grand frère, écoute-nous à travers cette nuit :

Nous ne t'abandonnerons pas, jamais, jusqu'à aujourd'hui

Devienne demain le jour de ton retour,

Libre, digne, debout, entouré d'amour.

Qu'Allah SWT te couvre de Sa lumière,

Éloigne de ton cœur les ténèbres et la guerre.

Et si l'épreuve est longue, tiens bon encore un peu :

Le Mali des justes prie chaque nuit pour tes yeux.

Ton jeune frère,

Moctar Sow

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber; pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Côte d'Ivoire : Le gouvernement dissout la Commission électorale indépendante



Le gouvernement ivoirien a annoncé, ce mercredi, la dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI), mettant ainsi fin à près de vingt-cinq années d'existence de l'institution chargée de l'organisation des élections en Côte d'Ivoire.

L'annonce a été faite à l'issue du Conseil des ministres par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly. Selon lui, cette décision intervient « au regard des réserves relevées à l'endroit de cette institution ainsi que des critiques dont elle fait l'objet ».

Le gouvernement estime que cette dissolution ouvre la voie à un nouveau mécanisme de gestion des élections susceptible de rassurer davantage les acteurs politiques et les populations ivoiriennes. « La dissolution de cet organe électoral ouvre la voie à l'avènement d'un nouveau mécanisme de gestion des élections à même de garantir durablement la tenue d'élections apaisées », a déclaré Amadou Coulibaly.

Créée en 2001 conformément à la Constitution du 1er août 2000, la CEI occupait une place centrale dans le dispositif électoral ivoirien depuis plus de deux décennies. Son fonctionnement a cependant régulièrement été contesté par une partie de l'opposition et certaines organisations de la société civile, qui dénonçaient un manque de neutralité et d'impartialité.



À la suite de cette annonce, plusieurs réactions politiques n'ont pas tardé. Le président du Front populaire ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, a salué une décision qu'il considère comme historique. Dans une publication sur les réseaux sociaux, il a affirmé que « la CEI des crises électorales et de la mort a tiré sa révérence », appelant à l'ouverture d'un dialogue politique pour refonder le système électoral ivoirien.

Plus prudente, Danielle Boni Claverie, présidente de l'Union républicaine pour la démocratie (URD), a indiqué que son parti « prend acte » de cette dissolution tout en attendant de connaître la forme et les garanties de la future structure électorale. Elle a notamment insisté sur les exigences de neutralité, d'impartialité et de transparence réclamées par l'opposition depuis plusieurs années.

De son côté, Ebrin Yao Rémi, président de la plateforme des 37 organisations de la société civile Pec-CI, a qualifié cette décision de « meilleure nouvelle de l'année 2026 », félicitant le président Alassane Ouattara pour ce qu'il considère comme une décision courageuse.

Certaines voix appellent toutefois à davantage de concertation. Samouka Diabaté, du Parti africain contre l'injustice(PACI), a regretté l'absence de discussions préalables avec les acteurs politiques avant la dissolution de la CEI, estimant qu'un bilan de l'institution aurait dû être établi avant toute réforme.

Cette décision marque une nouvelle étape dans le débat sur la gouvernance électorale en Côte d'Ivoire, à un moment où les questions de transparence et de crédibilité des processus électoraux demeurent au cœur des préoccupations politiques du pays.

Arouna Sidibé

Le Sénégal en médiateur : Diomaye Faye tente de rapprocher la CEDEAO et l'AES



Le président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, a reçu en audience ce week-end Lansana Kouyaté, négociateur en chef de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) auprès de l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette rencontre intervient dans un contexte régional marqué par les tensions persistantes entre l'organisation sous-régionale et les pays membres de l'AES, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Selon des sources proches de la présidence sénégalaise, cette audience s'inscrit dans la continuité des efforts diplomatiques engagés par le chef de l'État sénégalais afin de favoriser un dialogue constructif entre les deux blocs régionaux. Mandaté dans le cadre d'une mission de médiation au nom de la CEDEAO, le président Bassirou Diomaye Faye entend poursuivre les consultations pour rapprocher les positions et éviter une rupture durable entre les différentes parties.

La rencontre avec Lansana Kouyaté a notamment permis de faire le point sur l'évolution des discussions engagées ces derniers mois entre la CEDEAO et l'AES. Les échanges ont également porté sur les nouvelles orientations diplomatiques susceptibles de faciliter une reprise de confiance entre les États membres et de préserver les mécanismes de coopération régionale.

À travers cette initiative, le Sénégal confirme sa volonté de privilégier la voie du dialogue, de la concertation et de la fraternité interafricaine face aux défis politiques et sécuritaires qui secouent l'Afrique de l'Ouest. Dakar considère en effet que la stabilité régionale demeure étroitement liée au maintien d'un cadre de coopération entre les États de la sous-région.

Les autorités sénégalaises estiment que la recherche d'un terrain d'entente entre la CEDEAO et l'AES constitue aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour l'avenir de l'intégration ouest-africaine. Dans un espace régional confronté à la menace terroriste, aux crises politiques et aux difficultés économiques, plusieurs observateurs jugent indispensable de préserver les canaux diplomatiques afin d'éviter une fragmentation durable de l'Afrique de l'Ouest.

Cette nouvelle démarche diplomatique du Sénégal intervient également à un moment où les populations de la région expriment de fortes attentes en matière de paix, de sécurité et de coopération économique. Pour Dakar, seule une approche fondée sur le dialogue et le respect mutuel permettra de construire une solution durable et de renforcer la solidarité entre les peuples ouest-africains.

En multipliant les initiatives de médiation, le président Bassirou Diomaye Faye tente ainsi de positionner le Sénégal comme un acteur de rapprochement et de stabilisation dans une région en pleine recomposition géopolitique.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Sélection nationale du Mali : Fousseni Diawara officialise sa candidature



La succession de Tom Saintfiet est désormais officiellement lancée au Mali. Alors que la Fédération malienne de football recherche un nouveau sélectionneur pour les Équipe du Mali de football, un candidat interne se positionne clairement : Fousseni Diawara.

L'actuel sélectionneur des U23 maliens a confirmé publiquement sa candidature lundi soir sur le plateau de l'émission Talents d'Afrique diffusée sur Canal+ Sport. L'ancien défenseur de AS Saint-Étienne n'a pas caché son ambition de prendre les commandes des Aigles.

Avant d'évoquer son projet personnel, Fousseni Diawara a tenu à rendre hommage au travail accompli par Tom Saintfiet, récemment écarté malgré un parcours honorable à la tête de la sélection malienne.

« Je voulais avant tout féliciter Tom Saintfiet, l'ancien sélectionneur, qui selon moi s'est battu, s'est donné à fond avec cette sélection et a réussi à faire un quart de finale », a déclaré l'ancien international malien.

Dans la foulée, Diawara a réaffirmé son envie d'entraîner son pays, mettant en avant son expérience accumulée depuis plusieurs années au sein de la sélection nationale.

« Ça fait plusieurs années que je travaille avec l'équipe nationale. Je me suis beaucoup remis en question, j'ai beaucoup travaillé. Je suis prêt », a-t-il affirmé, précisant qu'il dispose déjà d'un staff expérimenté et que son dossier de candidature sera prochainement transmis à la fédération.

Fousseni Diawara n'est pas un inconnu dans l'environnement des Aigles. Fort de ses 54 sélections avec le Mali, il connaît parfaitement les réalités de la sélection nationale. Entre 2019 et 2022, il avait occupé les fonctions de manager général et de sélectionneur adjoint sous l'ère de Mohamed Magassouba.

Sa candidature a d'ailleurs reçu un soutien remarqué sur le plateau de Canal+ Sport de la part de Aurélien Chedjou. L'ancien défenseur camerounais estime que Diawara représente aujourd'hui le profil idéal pour diriger la sélection malienne.

« Il connaît les joueurs maliens en Europe, les jeunes talents qui feront la fierté du pays demain. C'est le candidat idéal », a-t-il déclaré.

L'un des principaux atouts de Fousseni Diawara réside également dans sa proximité avec les joueurs et sa participation active à l'intégration de nombreux binationaux au sein de la sélection.

Reste désormais à savoir quelle orientation prendra la Fédération malienne de football : poursuivre avec un technicien étranger ou miser sur la continuité et la connaissance du terrain en faisant confiance à un entraîneur local expérimenté.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com